

Unité nationale

lièrement difficile dans le cas des députés de l'Ouest pour des raisons que le député de Lisgar (M. Murta) nous a précisées très clairement hier soir. C'était difficile pour de nombreux députés, mais qui donc a essayé d'inciter tant de députés à voter contre la loi sur les langues officielles? Qui s'est arrangé subrepticement pour qu'un nombre suffisant de députés demandent un vote enregistré afin d'exercer la plus grande pression possible sur les députés au niveau de leurs circonscriptions? Qui était-ce donc sinon le député de Crowfoot (M. Horner)?

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Et voilà donc toute l'histoire. Il n'y a pas beaucoup de Canadiens qui conçoivent le Canada d'une façon aussi différente de celle du premier ministre que l'honorable député de Crowfoot.

Hier, le premier ministre a dit qu'il fallait faire des accommodements. Quelques semaines auparavant, son gouvernement a lancé sa charte sur les droits linguistiques, dont le ministre parlera sans doute dans quelques minutes. Le premier ministre a conclu un marché avec le député de Crowfoot. Est-ce de ce genre d'accommodements dont il veut parler? Le premier ministre a trahi ceux qui, quoi qu'il leur en coûte, lui donneraient leur appui, lorsqu'il a voulu les rallier à sa façon de concevoir le Canada.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Aucun autre premier ministre du Canada ne s'est, que je sache, rendu coupable d'un acte aussi cynique. Machiavelli serait très fier de lui. Quelle hypocrisie! Mais le cynisme et l'hypocrisie du premier ministre ne nous empêchent nullement ni moi ni, ce qui est plus important encore, mon chef de parti de donner notre adhésion pleine et entière au principe de l'égalité linguistique au Canada. Le principe du bilinguisme est empreint de générosité et il est fondamentalement nécessaire à notre pays.

Mlle Bégin: Ce n'est pas ce qu'a dit Joe hier soir.

M. Stanfield: C'est précisément ce qu'il a dit hier soir.

Des voix: Bravo!

M. Graftey: Et vous le savez, Monique.

Des voix: Oh, oh!

M. Stanfield: Calmez-vous, là-bas, j'ai encore d'autres choses à vous dire, alors soyez patients.

L'Orateur suppléant (M. Turner): A l'ordre, s'il vous plaît. Le député de Halifax (M. Stanfield) a la parole. Voudrait-il bien s'adresser à la présidence?

M. Stanfield: Je dis qu'une politique de bilinguisme est indispensable dans notre pays.

Une politique de quasi monolinguisme—avec l'anglais dominant le pays et le français autorisé au Québec et aux alentours de la capitale nationale—ne conviendrait pas, et serait contraire à la notion de justice. Bien entendu les francophones en auraient du ressentiment, et inutile de l'ajouter, les anglophones nourriront le même ressentiment si on imposait le français comme langue unique dans une partie du pays. Cela posé, il faut reconnaître et constater, comme l'a fait hier le chef de l'opposition (M. Clark), et la sagesse serait de le reconnaître, que le bilinguisme peut avoir un aspect dichotomique. Pour les minorités anglophones du Québec et les minorités francophones des autres provinces, le bilinguisme comporte un attrait

[M. Stanfield.]

extrêmement positif, s'il est appliqué avec conviction—je ne sais pas d'ailleurs dans quelle mesure on peut ici parler d'attrait et de conviction, avec le gouvernement actuel. Mais pour les minorités, le bilinguisme est ce qu'on peut leur assurer de mieux en matière d'égalité de langue.

Une voix: Vous avez l'air amer.

M. Stanfield: Si je suis amer, c'est de voir le pétrin dans lequel se trouve mon pays.

Des voix: Bravo!

M. Graftey: Ils vous ont balancé et ça ne vous dérange pas?

M. Stanfield: Il ne me reste que quelques minutes.

Je pense que le bilinguisme officiel est nécessaire au Canada et cette chose devrait être bien établie à présent. Mais c'est de la folie de croire que le bilinguisme en lui-même permettra d'unifier le pays. A mon avis, des millions de Canadiens, dont un grand nombre de Québécois, l'acceptent avec beaucoup de réticence, pour ne pas dire davantage. Il ne sert à rien de prétendre le contraire même si je juge nécessaire d'encourager les Canadiens à apprendre le français et l'anglais. Nous devrions donc prendre des moyens pour que cet apprentissage se fasse mieux qu'il ne s'est fait jusqu'ici.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: J'aimerais également que les minorités anglophones et francophones puissent recevoir un enseignement scolaire dans leur propre langue.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Les droits des minorités sont certainement un objectif qui est valable au Canada et qui devraient être bien reçus des Canadiens mais les droits linguistiques—et il est important de voir les choses comme elles sont à cet égard—si nous pouvons les faire respecter et j'espère que nous le pourrions, ne feront rien pour nous unir. Les différences de langue continueront à être une source de tension.

J'espère que le Canada parviendra à surmonter ces sentiments d'intolérance et d'insécurité qui sont souvent associés aux différences linguistiques, mais il nous faudrait au moins avoir la sagesse de ne pas compter édifier notre unité nationale sur ces différences linguistiques. Je pense que c'est là l'erreur fondamentale du premier ministre. Ces différences de langue sont une source de pression et non pas d'unité. Certes, elles constituent également une source d'enrichissement mais pourquoi prétendre qu'elles doivent être une source d'unité? Il est évident qu'il faut respecter la langue des minorités anglophones et francophones, d'une part par respect pour celles-ci et d'autre part en prévision de l'avenir de notre pays, mais nous aurons de bien meilleures chances de réaliser notre unité nationale si nous reconnaissons qu'il existe une tension et des pressions et si nous cherchons à réaliser notre unité nationale sur d'autres plans et par d'autres moyens.

● (1740)

Je ne suis pas d'accord avec ceux qui s'opposent au bilinguisme au Canada et je continuerai de leur faire la lutte tant que je vivrai. Le Canada est un pays bilingue; il est essentiel de reconnaître cette vérité pour assurer la survie du pays mais ce n'est pas le bilinguisme en soi qui unira les Canadiens. Le gouvernement se trompe lourdement en minimisant les difficultés qu'il rencontrera lorsqu'il voudra convaincre les Canadiens d'accepter le bilinguisme, et voilà maintenant que le